

## Arbeiderspersoneel categorie IV

- Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter van sanitaire installaties, meubelmaker, schrijnwerker, elektriciens, kok.

## Arbeiderspersoneel categorie V

- Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

- Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticarichting

- De houders van het diploma dat die titel verleent.

- Kopiïst (braille) 2e klasse

- De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang geeft tot de functie van klerk.

- Kopiïst (braille) 1ste klasse

- De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Het geheel van de diploma's die op basis van deze bijlage vereist zijn, kunnen gelijkwaardige diploma's zijn die in een andere lidstaat van de Europese Unie uitgereikt zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2019 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202198]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la subvention globale destinée à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, les articles 60, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 61, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 62;

Vu le rapport du 29 juin 2018 visé à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 28 août 2018;

Vu l'avis 65.117/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles visée à l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

2<sup>o</sup> les caisses privées : les caisses privées agréées en vertu de l'article 56 du décret du 8 février 2018;

3<sup>o</sup> le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

4<sup>o</sup> la subvention globale : la subvention globale destinée à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales, visée à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 8 février 2018;

5<sup>o</sup> les prestations familiales : l'ensemble des avantages visés au titre III du décret du 8 février 2018;

6<sup>o</sup> la part de marché : le montant des droits nets déclarés par une caisse privée sur le total du montant des droits nets déclarés par l'ensemble des caisses privées;

7<sup>o</sup> le montant des droits nets déclarés par une caisse privée : le montant des droits déclarés par une caisse pour le paiement des prestations familiales déduit du montant des nouveaux indus déclarés sur une même période.

CHAPITRE II. — *Subvention globale annuelle**Section 1. — Montant de la subvention globale annuelle*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La subvention globale annuelle est de 32.432.134,30 euros.

§ 2. Pour la première fois en 2024 et tous les cinq ans ensuite, la subvention globale annuelle est calculée selon la formule suivante :

où : est la nouvelle estimation de la subvention globale annuelle;

est :

1° en 2024, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ;

2° ensuite, le montant résultant du dernier calcul de la subvention globale annuelle en application du présent paragraphe;

DP<sub>r</sub>/Pu est le taux d'évolution de la part de marché de l'ensemble des caisses privées au cours des cinq années précédant l'année de calcul de la subvention globale annuelle;

Enf est le taux d'évolution du nombre d'enfants relevant du régime wallon au cours des cinq années précédant l'année calcul de la subvention globale annuelle.

Ce calcul est opéré au plus tard pour le 31 mars de l'exercice concerné.

§ 3. La subvention globale annuelle est rattachée à l'indice-pivot 105,1 (base 2013 = 100) et est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

*Section 2. — Montant de la subvention maximale*

**Art. 4.** La subvention globale annuelle est répartie entre les caisses privées sur la base de leurs parts de marché au cours de l'exercice concerné.

Le montant ainsi obtenu pour chaque caisse privée constitue la subvention maximale pour chacune d'entre elles.

Le montant de cette subvention maximale est calculé provisoirement pour le 31 décembre de l'exercice précédent. En application de l'article 3, §§ 2 et 3, le montant de la subvention maximale, telle que calculée provisoirement, est revu par l'Agence. La subvention maximale provisoire est utilisée pour le calcul des avances faites à chacune des caisses privées en cours d'exercice.

Le montant de la subvention maximale de chacune des caisses privées est définitivement fixé pour le 31 mars suivant l'exercice échu.

*Section 3. — Mécanisme de responsabilisation**Sous-section 1. — Principe*

**Art. 5.** L'Agence évalue la manière dont chaque caisse privée accomplit ses missions légales.

Cette évaluation se base sur les résultats du contrôle de chaque caisse privée.

Sur la base de cette évaluation, le montant de la subvention dû à chacune des caisses privées pour l'exercice budgétaire contrôlé est calculé par l'Agence. Il est constitué d'une part quantitative et d'une part qualitative de la subvention maximale calculé pour chacune des caisses privées. La part qualitative résulte de l'application du mécanisme de responsabilisation des caisses visé à la présente section.

*Sous-section 2. — Critères d'évaluation*

**Art. 6.** Les critères d'évaluation des caisses privées sont :

1° la qualité de la gestion administrative des dossiers personnels, notamment la célérité avec laquelle les caisses privées remédient aux lacunes constatées;

2° la qualité de la gestion organisationnelle, comptable et financière des caisses privées, notamment la célérité avec laquelle les caisses privées remédient aux lacunes constatées;

3° la qualité de l'information aux familles à propos de la réglementation relative aux prestations familiales en général et sur leur dossier de prestations familiales en particulier;

4° la qualité de l'intégration des acteurs du droit aux prestations familiales dans le répertoire des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, ainsi que la mise à jour correcte et ponctuelle des données contenues dans ledit répertoire.

**Art. 7.** Le Comité « Familles » de l'Agence arrête des sous-critères quantifiables permettant de déterminer un pourcentage de respect des critères visés à l'article 6.

Sur la base de ce pourcentage de respect des critères visés à l'article 6 et d'un coefficient de pondération alloué à chaque critère tel que ce coefficient est déterminé à l'article 8, l'Agence fixe un pourcentage global d'évaluation qualitative du travail de chaque caisse privée.

**Art. 8.** Les coefficients de pondération suivants sont alloués aux critères d'évaluation :

1° le critère visé à l'article 6, 1° : 50 % ;

2° le critère visé à l'article 6, 2° : 30 % ;

3° le critère visé à l'article 6, 3° : 10 % ;

4° le critère visé à l'article 6, 4° : 10 % .

## Sous-section 3. — Application

**Art. 9.** L'Agence applique le pourcentage d'évaluation qualitative du travail de chaque caisse privée visé à l'article 7 estimé sur la pénultième année au montant de la subvention maximale de chaque caisse privée pour l'exercice concerné, le résultat de ce calcul correspondant à la part qualitative de la subvention maximale.

**Art. 10.** La part qualitative de la subvention maximale octroyée, au maximum, à chaque caisse privée est de :

- a) 5 % en 2023;
- b) 7,5 % en 2024;
- c) 10 % à partir de 2025.

CHAPITRE III. — *Subvention complémentaire*

**Art. 11.** Une subvention annuelle complémentaire à la subvention globale annuelle est octroyée aux caisses privées pour les années 2019 à 2023 d'un montant de :

- a) 2 millions d'euros en 2019;
- b) 1,6 millions d'euros en 2020;
- c) 1,2 millions d'euros en 2021;
- d) 0,8 million d'euros en 2022.

**Art. 12.** Le montant visé à l'article 11 est réparti entre les caisses privées selon les modalités de l'article 4.

CHAPITRE IV. — *Liquidation des subventions*

**Art. 13.** Une avance trimestrielle est liquidée à chaque caisse privée au plus tard pour le dixième jour du premier mois de chaque trimestre.

Cette avance est définie comme suit, en pourcentage de la subvention maximale provisoire calculée pour chaque caisse privée :

- 1° premier trimestre : 25 % ;
- 2° deuxième trimestre : 25 % ;
- 3° troisième trimestre : 25 % ;
- 4° quatrième trimestre : 17,5 % .

Le solde est liquidé pour le 10 décembre de l'exercice concerné au plus tard.

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 13, alinéas 2 et 3, pour l'année 2019, les avances trimestrielles sont calculées comme suit, en pourcentage de la subvention maximale provisoire calculée pour chaque caisse privée :

- 1° premier trimestre : 50 % ;
- 2° deuxième trimestre : 30 % ;
- 3° troisième trimestre : 7,5 % ;
- 4° quatrième trimestre : 7,5 % .

Le solde est liquidé pour le 10 décembre 2019 au plus tard.

**Art. 15.** Au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice budgétaire échu, sur la base des chiffres définitifs de la part de marché de chaque caisse privée au cours de l'exercice concerné, l'Agence calcule le montant de la subvention maximale dû à chacune des caisses privées.

Sur cette base et en suite de l'application des articles 9 et 10, un décompte définitif de la subvention due à chaque caisse privée est établi par l'Agence.

En cas d'excédent perçu par la caisse privée, celle-ci rembourse l'Agence pour le 10 décembre au plus tard.

En cas de trop-peu perçu, l'Agence verse à la caisse privée le solde qui lui est dû, pour le 10 décembre au plus tard.

CHAPITRE V. — *Utilisation et contrôle des subventions*

**Art. 16.** L'Agence est chargée du contrôle de l'utilisation des subventions visées au présent arrêté. Dans ce cadre, l'Agence contrôle que :

- 1° les subventions sont utilisées dans le seul but de la gestion des prestations familiales, en particulier les dépenses de personnel et d'investissement;
- 2° en cas de mise en location par la caisse privée d'un bien immobilier, le prix de celui-ci n'est pas inférieur de plus de 10 % par rapport aux prix du marché;
- 3° en cas de prise en location par la caisse privée d'un bien immobilier, le prix de celui-ci n'est pas supérieur de plus de 10 % par rapport aux prix du marché.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, l'Agence recourt à un expert immobilier désigné par elle en vue de certifier les loyers avancés par la caisse privée.

En application des articles 57 à 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'Agence exige de la caisse privée concernée le remboursement des sommes ne respectant pas les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

**Art. 17.** En cas de fusion entre deux ou plusieurs caisses privées ou d'absorption, la part de marché de la nouvelle entité juridique utilisée par l'Agence pour le calcul des avances est déterminée par l'addition des parts de marché des entités qui constituent la nouvelle caisse privée.

**Art. 18.** En cas de scission d'une caisse privée, l'Agence considère pour l'exercice en cours les nouvelles entités issues de la scission comme unique dans le cadre des avances liquidées et du calcul de la subvention globale annuelle. A charge des nouvelles entités juridiques de se répartir les montants versés ou dus à l'Agence.

Pour l'exercice suivant, la part de marché des caisses privées qui naissent de cette scission et utilisée par l'Agence pour le calcul des avances est le résultat d'un accord entre les nouvelles entités juridiques. La somme de ce résultat ne peut pas excéder la part de marché jusque-là utilisée par l'Agence pour la caisse scindée.

**Art. 19.** L'Agence rembourse aux caisses privées :

1° les frais de secondes expertises médicales, telles que sollicitées par elle;

2° les intérêts dus de plein droit, versés conformément aux articles 88 à 90 du décret du 8 février 2018.

Ces montants sont liquidés par l'Agence au plus tard pour le 10 décembre de l'exercice suivant la dépense opérée par la caisse privée.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** L'Agence est chargée de l'évaluation du mécanisme de responsabilisation des caisses visé aux articles 5 à 10 pour 2025 au plus tard, et en particulier des articles 6, 8 et 10.

**Art. 21.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 22.** La Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202198]

#### 28 MAART 2019. — **Besluit van Waalse Regering betreffende de globale subsidie bestemd om de administratiekosten van de privé-kinderbijslagfondsen te dekken**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, de artikelen 60, § 1, tweede lid, en § 2, eerste lid, 2°, 61, §§ 1 en 2, en 62;

Gelet op het rapport van 29 december 2018 bedoeld in artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 28 augustus 2018;

Gelet op het advies nr. 65.117/2 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling en begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° privé-fondsen: de privé-fondsen erkend krachtens artikel 56 van het decreet van 8 februari 2018;

3° decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

4° globale subsidie: de globale subsidie bestemd om de bestuurskosten van de privé-kinderbijslagfondsen te dekken, bedoeld in artikel 60, § 1, eerste lid, 2°, van het decreet van 8 februari 2018;

5° gezinsbijslagen: het geheel van de voordelen bedoeld in Titel III van het decreet van 8 februari 2018;

6° marktaandeel: het bedrag van de door een privé-fonds aangegeven netto-rechten ten opzichte van het totale bedrag van de door alle privé-fondsen aangegeven netto-rechten;

7° het bedrag van de door een privé-fonds aangegeven netten: het bedrag van de rechten aangegeven door een fonds voor de betaling van de gezinsbijslagen, dat van het bedrag van de nieuwe onverschuldigde bedragen aangegeven voor eenzelfde periode afgetrokken wordt.

HOOFDSTUK II. — *Jaarlijkse globale subsidie*Onderafdeling 1. — *Bedrag van de jaarlijkse globale subsidie*

**Art. 3.** § 1. De jaarlijkse globale subsidie bedraagt 32.432.134,30 euro.

§ 2. Voor de eerste keer in 2024 en daarna om de vijf jaar wordt de jaarlijkse globale subsidie als volgt berekend: waarin : de nieuwe schatting is van de jaarlijkse globale subsidie; het volgende bedrag is :

1° in 2024, het in § 1 bedoelde bedrag;

2° daarna, het bedrag voortvloeiend uit de laatste berekening van de jaarlijkse globale subsidie overeenkomstig deze paragraaf;

DPr/Pu is het ontwikkelingspercentage van het marktaandeel van alle privé-fondsen gedurende vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de jaarlijkse globale subsidie wordt berekend;

Enf is het ontwikkelingspercentage van het aantal kinderen die vallen onder de Waalse regeling gedurende vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de jaarlijkse globale subsidie wordt berekend.

Deze berekening wordt uiterlijk op 31 maart van het betrokken boekjaar uitgevoerd.

§ 3. De jaarlijkse globale subsidie wordt gekoppeld aan de spilindex 105,1 (basis 2013=100) en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

*Afdeling 2. — Bedrag van de jaarlijkse globale subsidie*

**Art. 4.** De jaarlijkse globale subsidie wordt verdeeld tussen de privé-fondsen op basis van hun marktaandelen in de loop van het betrokken boekjaar.

Het aldus verkregen bedrag voor elk privé-fonds vormt de maximale subsidie voor elk onder hen.

Het bedrag van deze maximale subsidie wordt voorlopig voor 31 december van het vorige boekjaar berekend. Overeenkomstig artikel 3, §§ 2 en 3 wordt het bedrag van de maximale subsidie, zoals voorlopig berekend, door het Agentschap herzien. De voorlopige maximale subsidie wordt gebruikt voor de berekening van de voorschotten die in de loop van het begrotingsjaar aan elk van de privé-fondsen zijn betaald.

Het bedrag van de maximale subsidie van elk van de privé-fondsen wordt definitief op 31 maart volgend op het afgelopen boekjaar vastgesteld.

*Afdeling 3. — Verantwoordingsmechanisme*Onderafdeling 1. — *Beginsel*

**Art. 5.** Het Agentschap beoordeelt de manier waarop elk privé-fonds zijn wettelijke opdrachten vervult.

De beoordeling wordt gegrond op de resultaten van de controle van elk privé-fonds.

Op basis van deze beoordeling wordt het bedrag van de subsidie dat aan elk van de privé-fondsen voor het gecontroleerde begrotingsjaar verschuldigd is, door het Agentschap berekend. Het bestaat enerzijds uit een kwantitatief deel en anderzijds uit een kwalitatief deel van de voor elk van de privé-fondsen berekende maximale subsidie. Het kwalitatief deel vloeit voort uit de toepassing van het in deze afdeling bedoelde verantwoordingsmechanisme van de privé-fondsen.

Onderafdeling 2. — *Beoordelingscriteria*

**Art. 6.** De beoordelingscriteria van de privé-fondsen zijn:

1° de kwaliteit van het administratieve beheer van de persoonlijke dossiers, met name de snelheid waarmee de privé-fondsen de vastgestelde tekortkomingen snel verhelpen;

2° de kwaliteit van het organisationele, boekhoudkundige en financiële beheer van de privé-fondsen, met name de snelheid waarmee de privé-fondsen de vastgestelde tekortkomingen snel verhelpen;

3° de kwaliteit van de informatie die aan de gezinnen wordt verstrekt over de reglementering van de gezinsbijslagen in het algemeen en over hun dossier inzake gezinsbijslagen in het bijzonder;

4° de kwaliteit van de integratie van de actoren die betrokken zijn bij het recht op gezinsbijslagen in het register van personen bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid alsook de correcte en tijdige bijwerking van de gegevens in bedoeld register.

**Art. 7.** Het Comité "Gezinnen" van het Agentschap bepaalt kwantificeerbare subcriteria om te bepalen in hoeverre aan de in artikel 6 bedoelde criteria wordt voldaan.

Op basis van dit percentage van naleving van de in artikel 6 bedoelde criteria en van een wegingcoëfficiënt die aan elk criterium als bepaald in artikel 8 wordt toegekend, stelt het Agentschap een globaal percentage vast voor de kwalitatieve beoordeling van de werkzaamheden van elk privé-fonds.

**Art. 8.** De volgende wegingcoëfficiënten worden aan de beoordelingscriteria toegekend:

1° het in artikel 6, 1°, bedoelde criterium: 50 % ;

2° het in artikel 6, 2°, bedoelde criterium: 30 % ;

3° het in artikel 6, 3°, bedoelde criterium: 10 % ;

4° het in artikel 6, 4°, bedoelde criterium: 10 % .

## Onderafdeling 3. — Toepassing

**Art. 9.** Het Agentschap past het in artikel 7 bedoelde percentage voor de kwalitatieve beoordeling van de werkzaamheden van elk privé-fonds, dat voor het voorlaatste jaar wordt geraamd, toe op het bedrag van de maximale subsidie van elk privé-fonds voor het betrokken begrotingsjaar, waarbij het resultaat van deze berekening overeenkomt met het kwalitatieve deel van de maximale subsidie.

**Art. 10.** Het kwalitatieve deel van de maximale subsidie dat maximum aan elk privé-fonds wordt toegekend, bedraagt:

- a) 5 % in 2023;
- b) 7,5 % in 2024;
- c) 10 % vanaf 2025.

HOOFDSTUK III. — *Aanvullende subsidie*

**Art. 11.** Een aanvullende jaarlijkse subsidie op de jaarlijkse globale subsidie wordt voor de jaren 2019 tot 2023 aan de privé-fondsen toegekend voor een bedrag van:

- a) 2 miljoen euro in 2019;
- b) 1,6 miljoen euro in 2020;
- c) 1,2 miljoen euro in 2021;
- d) 0,8 miljoen euro in 2022.

**Art. 12.** Het in artikel 11 bedoelde bedrag wordt volgens de modaliteiten van artikel 4 tussen de privé-fondsen verdeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Uitbetaling van de subsidies*

**Art. 13.** Een driemaandelijks voorschot wordt uiterlijk op de tiende dag van de eerste maand van elk kwartaal aan elk privé-fonds toegekend.

Dit voorschot wordt in percentage van de voor elk privé-fonds berekende maximale voorlopige subsidie vastgesteld als volgt:

- 1° eerste kwartaal: 25 % ;
- 2° tweede kwartaal: 25 % ;
- 3° derde kwartaal: 25 % ;
- 4° vierde kwartaal: 17,5 % .

Het saldo wordt uiterlijk op 10 december van het betrokken boekjaar vereffend.

**Art. 14.** In afwijking van artikel 13, tweede en derde lid, en voor het jaar 2029 worden de driemaandelijkse voorschotten in percentage van de voor elk privé-fonds berekende maximale voorlopige subsidie vastgesteld als volgt:

- 1° eerste kwartaal: 50 % ;
- 2° tweede kwartaal: 30 % ;
- 3° derde kwartaal: 7,5 % ;
- 4° vierde kwartaal: 7,5 % .

Het saldo wordt uiterlijk op 10 december vereffend.

**Art. 15.** Uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het afgelopen begrotingsjaar berekent het Agentschap, op basis van de definitieve cijfers van het marktaandeel van elk privé-fonds in de loop van het betrokken boekjaar, het bedrag van de maximale subsidie dat aan elk van de privé-fondsen wordt verschuldigd.

Op deze basis en overeenkomstig de artikelen 9 en 10 wordt een definitieve afrekening van de aan elk privé-fonds verschuldigde subsidie door het Agentschap vastgesteld.

Indien het privé-fonds een overschot ontvangt, betaalt bedoeld fonds het Agentschap uiterlijk op 10 december terug.

Indien het privé-fonds een te weinig bedrag ontvangt, stort het Agentschap het privé-fonds het saldo dat hem verschuldigd is, uiterlijk op 10 december.

HOOFDSTUK V. — *Gebruik en controle van de subsidies*

**Art. 16.** Het Agentschap is belast met de controle op het gebruik van de in dit besluit bedoelde subsidies. In dit kader gaat het Agentschap of:

1° de subsidies uitsluitend voor het beheer van de gezinsbijslagen, met name de personeels- en investeringskosten, gebruikt worden;

2° of de prijs van een onroerend goed niet meer dan 10 % lager is dan de marktprijs, indien het privé-fonds het onroerend goed verhuurt;

3° of de prijs van een onroerend goed niet meer dan 10 % hoger is dan de marktprijs, indien het privé-fonds het onroerend goed huurt.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2° en 3°, doet het Agentschap een beroep een door hem aangewezen vastgoeddeskundige om de door het privé-fonds voorgeschoten huurprijzen te certificeren.

Overeenkomstig de artikelen 57 tot 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden eist het Agentschap dat het betrokken privé-fonds bedragen terugbetaalt die niet voldoen aan de in de eerste alinea bedoelde bepalingen.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

**Art. 17.** In geval van een fusie tussen twee of meerdere privé-fondsen of een absorptie wordt het marktaandeel van de nieuwe juridische entiteit dat door het Agentschap voor de berekening van de voorschotten wordt gebruikt, bepaald door de marktaandelen van de entiteiten die het nieuwe privé-fonds vormen, bij elkaar op te tellen.

**Art. 18.** In geval van afsplitsing van een privé-fonds beschouwt het Agentschap voor het lopende boekjaar de uit de afsplitsing voortvloeiende nieuwe entiteiten als enig wat betreft de betaalde voorschotten en de berekening van de jaarlijkse globale subsidie. De nieuwe juridische entiteiten zijn verantwoordelijk voor de verdeling van de bedragen die aan het Agentschap gestort of verschuldigd zijn.

Voor het volgende boekjaar is het marktaandeel van de uit deze afsplitsing voortvloeiende privé-fondsen dat door het Agentschap wordt gebruikt voor de berekening van de voorschotten, het resultaat van een overeenkomst tussen de nieuwe juridische entiteiten. De som van dit resultaat mag niet hoger zijn dan het marktaandeel dat eerder door het Agentschap voor het gesplitste fonds werd gebruikt.

**Art. 19.** Door het Agentschap worden aan de privé-fondsen terugbetaald :

1° de kosten van de tweede medische onderzoeken, zoals door hem gevraagd;

2° de van rechtswege verschuldigde rente gestort overeenkomstig de artikelen 88 tot 90 van het decreet van 8 februari 2018.

Deze bedragen worden uiterlijk op 10 december van het boekjaar volgend op de door het privé-fonds gedane uitgave uitbetaald.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 20.** Het Agentschap wordt ermee belast om uiterlijk voor 2025 het verantwoordingsmechanisme van de fondsen bedoeld in de artikelen 5 tot 10 en in het bijzonder in de artikelen 6, 8 en 10 te beoordelen.

**Art. 21.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

**Art. 22.** De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202159]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la subvention « Forfait de fonctionnement » des centres de Télé-Accueil agréés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 624/20, inséré par le décret du 27 mars 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la santé, donné le 7 décembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2018;

Vu le rapport du 22 novembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 19 décembre 2018;

Vu l'avis n° 65.225/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 1846, § 3, alinéa 1, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2014, les mots « de 28.200 » sont remplacés par les mots « de 33.200 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 4.** La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI